COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 25 novembre 2026

Budget européen :
Non à la politique de l'assiette vide !
Pour un Airbus européen de l'agriculture et de l'alimentation

À la veille d'un Conseil européen extraordinaire, La Coopération Agricole a été reçue ce mercredi à l'Élysée par Emmanuel Macron, aux côtés des autres représentants du monde agricole. Alors que l'enveloppe garantie à la politique agricole commune pourrait reculer de près de 20 %, il a demandé au chef de l'État de défendre à Bruxelles le maintien d'un budget agricole commun ambitieux et l'accès substantiel des filières agricoles et agroalimentaires au futur Fonds européen pour la compétitivité. Pour La Coopération Agricole, l'Europe ne gagnera pas la bataille de la souveraineté alimentaire avec les outils d'hier.

En cinq ans, de la guerre en Ukraine aux tensions dans le détroit d'Ormuz, les chocs géopolitiques se sont ajoutés aux aléas climatiques extrêmes. Pour La Coopération Agricole, réduire aujourd'hui les moyens consacrés à l'agriculture et à l'agroalimentaire affaiblirait un secteur stratégique au moment même où il doit investir pour s'adapter. Or, les marges se resserrent : les coopératives, qui investissent déjà 3,5 milliards d'euros par an, estiment devoir au moins doubler leur effort pour réussir les transitions.

Au nom des 2 000 coopératives agricoles françaises, **Mickaël Marcerou, vice-président de La Coopération Agricole** en charge des affaires européennes, a demandé au chef de l'État de défendre deux priorités dans la négociation européenne.

- **Préserver les moyens d'une PAC ambitieuse et pleinement commune**. La Coopération Agricole demande à la France de s'opposer à la baisse de l'enveloppe agricole et au transfert d'une part croissante de son financement vers les États membres. Les agriculteurs d'un même marché européen doivent pouvoir compter sur un soutien commun, quelle que soit la capacité budgétaire de leur pays.

- **Dédier une part substantielle du futur Fonds européen pour la compétitivité aux filières agricoles et agroalimentaires.** En complément de la PAC, ce fonds doit permettre de financer les investissements collectifs dont dépend l'avenir des productions européennes, notamment pour moderniser les silos, adapter les usines à de nouvelles cultures et réduire leur consommation d'eau et d'énergie.

Ce qui se négocie à Bruxelles, c'est aussi notre capacité à continuer de produire et de transformer en Europe pour nourrir les Européens.

Mickaël Marcerou a déclaré à l'issue de la rencontre :
« *Au moment où les grandes puissances renforcent les moyens qu'elles consacrent à leur agriculture et à leur agroalimentaire, il est inconcevable que l'Europe recule. J'ai demandé au Président de la République de mobiliser tout le poids politique et économique de la France pour que Bruxelles bâtisse le futur Airbus européen de l'agriculture et de l'alimentation. Chez nos concurrents, le financement des politiques agricoles et alimentaires par habitant a augmenté de 86 % aux États-Unis et de 40 % en Chine. Il n'y a plus de temps à perdre !* ***Une Europe qui dépend des autres pour se nourrir n'est plus une Europe libre.*** »

Contact presse :
Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77

La Coopération Agricole rappelle qu'en France, trois agriculteurs sur quatre sont associés d'une coopérative. Ancrées dans les territoires, ces entreprises assurent 70 % de la collecte agricole nationale, structurent les marchés et relient la production aux besoins des consommateurs. Face au changement climatique, au défi du renouvellement des générations et à une concurrence internationale accrue, garantir des débouchés aux agriculteurs est essentiel pour préserver leurs revenus.

Contact presse :
Sabri Derradji – sderradji@lacoopagri.coop – 06 61 85 90 77